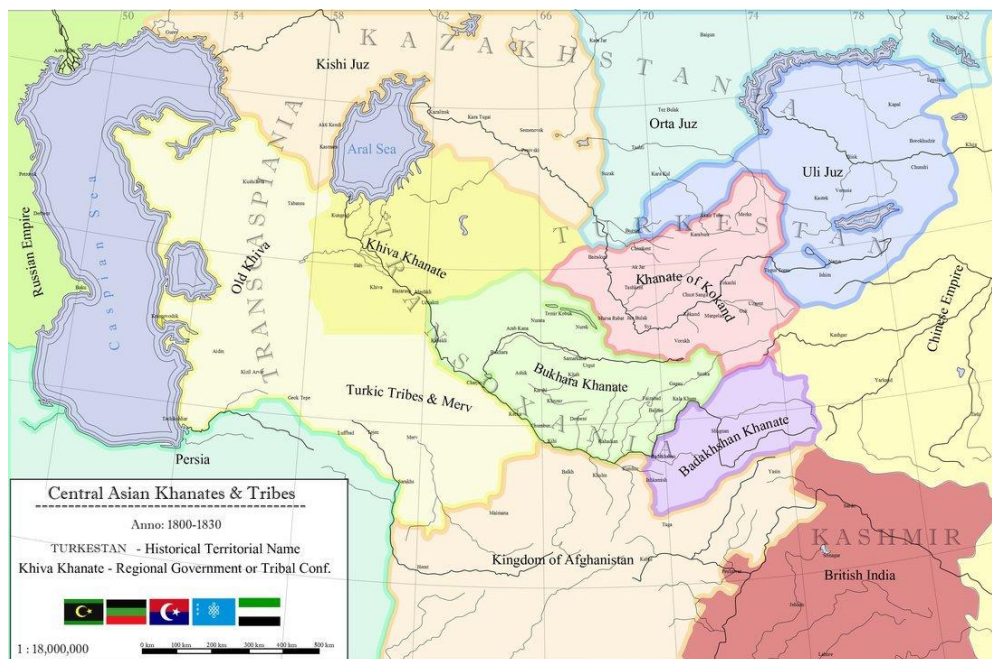


## Les conséquences du retrait américain d'Afghanistan sur l'Ouzbékistan

Consécutivement sous influence persane, grecque, arabe, mongol, et finalement russe, l'ethnie ouzbèke est une population d'origine turco-mongol, héritière des Khanats de Boukhara, Khiva et Kokand. Ce territoire fut au cœur des échanges commerciaux trans-eurasiatiques de par les routes de la soie le traversant, il est une zone de transit historique entre Chine et Méditerranée, Sibérie et Inde ; il représenta un pivot géopolitique pour l'Empire russe lors du Grand Jeu l'opposant à l'Empire britannique, et fut incontournable dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan de par leur frontière commune.



Carte représentant les Khanats dont hérite le territoire ouzbek moderne.

Depuis son indépendance en 1991, et jusqu'en 2016, la politique extérieure de l'Ouzbékistan était focalisée sur la sécurisation du pays contre l'islamisme fondamentaliste, l'isolationnisme politique visant à pérenniser le régime autoritaire d'Islam Karimov, et la coopération limitée avec les pays acceptant l'autoritarisme ouzbek. À la mort d'Islam Karimov en 2016, le pays connut une vague de libéralisation politique, économique mais aussi sécuritaire. Concernant la politique étrangère générale de l'Ouzbékistan, la nouvelle ligne directrice sous Shavkat Mirziyoyev est celle d'une politique étrangère multi-vectorielle avec les acteurs rivaux de la scène internationale. Le souci sécuritaire de l'Ouzbékistan, qui partage une frontière avec l'Afghanistan, reste une priorité malgré le changement

d'approche du nouveau président, ce dernier voulant privilégier l'aide économique à l'Afghanistan afin de favoriser la stabilité à terme. Toutefois, depuis le 29 décembre 2012, l'Oliy Majlis - parlement bicaméral ouzbek - adopta une nouvelle loi de la République d'Ouzbékistan sur le concept de la politique étrangère du pays, qui est encore en vigueur aujourd'hui. Cette loi expose en cinq points l'orientation de sa politique étrangère :

1. Le droit de l'Ouzbékistan d'intégrer des organisations et structures interétatiques à son gré, mais aussi son droit de s'en retirer ;
2. Les mesures politiques et économiques qui vont être adoptées par l'Ouzbékistan afin d'empêcher l'implication du pays dans des conflits militaires à cause des tensions avec les pays voisins, ainsi que pour empêcher l'installation de bases militaires étrangères sur son territoire ;
3. La volonté de l'Ouzbékistan de ne faire partie d'aucun bloc militaro-politique et son droit de se retirer de toute structure interétatique qui le deviendrait ;
4. Conformément à la loi sur la défense et à la doctrine militaire de l'Ouzbékistan, les forces armées de la République de l'Ouzbékistan seront formées seulement pour protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Etat, et pour protéger la paix et la sécurité de la population ;
5. L'Ouzbékistan ne participera pas aux opérations de maintien de la paix à l'étranger.



Oliy Majlis, parlement bicaméral ouzbek.

Le double enclavement - le pays ne possède pas de débouchés maritimes et est entouré de pays qui n'en ont pas non plus - de l'Ouzbékistan est un paramètre important dans la politique étrangère du pays, désireux d'être relié à des débouchés maritimes. La stabilité de l'Afghanistan est ainsi cruciale

afin de permettre la construction d'un axe reliant l'Ouzbékistan, l'Afghanistan et le Pakistan pour un accès à la mer. La position géostratégique de l'Ouzbékistan est aussi importante à mentionner, dans la mesure où le pays représente une entrée vers le Moyen-Orient, un chemin incontournable pour accéder à la Mer Caspienne et au Caucase, ce qui fait de lui un des points de transit les plus importants de la région.

Riche en hydrocarbure, point incontournable dans le tracé des nouvelles routes de la soie, et désormais ouvert à la coopération au-delà du spectre idéologique, l'Ouzbékistan attire l'attention des acteurs internationaux, notamment suite au Pivot vers l'Asie effectué par les États-Unis et la Russie. Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, ainsi que le retour des Talibans au pouvoir représentent toutefois des nouvelles menaces sécuritaires pour l'Ouzbékistan, potentiellement vectrices d'instabilité à ses frontières. Ainsi, il incombe de se pencher sur les conséquences qu'eurent le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, sur l'Ouzbékistan, notamment sur la coopération militaire et les perspectives économiques du pays dans ses relations bilatérales avec les États-Unis, la Russie, la Chine et la Turquie.

Un rappel du déroulement du retrait américain d'Afghanistan est nécessaire avant de commencer le développement. Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan fut amorcé par Barack Obama le 22 juin 2011, mais ce fut seulement sous Donald Trump que l'ordre d'un retrait total des troupes fut déclaré, le 17 novembre 2020. En effet, les États-Unis et les Talibans avaient signé l'accord "Path to Peace" le 29 février 2020 dans l'optique de favoriser la paix dans le pays, d'avoir un engagement des Talibans que l'Afghanistan ne deviendrait pas une base pour des activités terroristes, et enfin, pour obtenir la garantie du retrait des troupes américaines. Ce sera finalement sous Joe Biden que les troupes seront complètement retirées, malgré le coup d'État des Talibans le 15 août 2021, et le retrait complet sera terminé le 30 août 2021.

Les relations entre l'Ouzbékistan et les États-Unis se sont matérialisées dès l'arrivée des États-Unis en Afghanistan, en 2001. Les États-Unis étaient doublement intéressants pour l'Ouzbékistan d'Islam Karimov, dans la mesure où ils représentaient une assistance dans la lutte contre le terrorisme, et une opportunité de se développer hors de l'égide de la Russie en tant que nouvel État indépendant.



Rencontre entre George W. Bush et Islam Karimov.

Un des principaux objectifs de l'Ouzbékistan indépendant était la création d'un État-nation ouzbek. Ce plan fut toutefois mis en péril par l'émergence de mouvements islamistes désireux de transformer le pays en République islamique ouzbèke, alors que l'Ouzbékistan est constitutionnellement laïc, malgré le fait que l'Islam soit la religion majoritairement pratiquée dans le pays. Le plus connu, le Mouvement islamique ouzbek (MIO), était même impliqué dans les luttes de pouvoir en Afghanistan en soutenant les Talibans-pachtoune ultra-conservateurs, contre les Moudjahidines ouzbéko-tadjikes. Ainsi, l'arrivée des États-Unis permit de faire front commun contre le terrorisme, opportunité que l'Ouzbékistan saisit en allouant une base militaire sur son territoire aux Américains, Karchi-Khanabad. À travers l'implication occidentale en Afghanistan, l'Ouzbékistan et ses voisins centre-asiatiques se virent apporter un soutien financier dans la lutte contre la drogue, notamment à travers le United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) des Nations Unies, le Border Management in Central Asia (BOMCA) puis BOMCA-CADAP (Central Asia Drug Action Programme) de l'Union européenne, le tout permettant de renforcer les frontières avec l'Afghanistan, et les frontières internes d'Asie centrale. Les hydrocarbures de la région intéressèrent particulièrement les occidentaux qui commencèrent à envisager des gazoducs contournant la Russie - notamment le projet reliant le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Afghanistan et le Pakistan, qui n'a pas vu le jour - ce qui aurait permis à l'Ouzbékistan de s'émanciper économiquement de la Russie.

La situation changea toutefois aux alentours de 2005, lorsque les pressions de démocratisation devinrent trop fortes pour le régime autoritaire ouzbek, d'autant plus suite aux critiques du massacre d'Andijan (répression armée d'une manifestation dont la foule était désarmée) après lequel le gouvernement exigea le départ des États-Unis de son territoire, et se tourna de nouveau vers la Russie, et vers la Chine. Les relations entre les deux pays restèrent froides jusqu'à la mort du premier président de la République d'Ouzbékistan en 2016, Islam Karimov, et elles commencèrent à se réchauffer après l'arrivée du nouveau président, Shavkat Mirziïoïev, qui sortit le pays de l'ère isolationniste. Malgré le retrait complet des troupes américaines d'Afghanistan amorcé par Barack Obama, implémenté par Donald Trump et achevé par Joe Biden, les États-Unis entamèrent des négociations de partenariat stratégique avec l'Ouzbékistan comprenant le retour des corps de la paix américain sur le territoire, et des aides financières à hauteur de 100 \$ millions versés à l'Ouzbékistan en 2019. Bien que davantage vulnérable suite au départ du médiateur américain d'Afghanistan, ce nouveau "power vacuum" régional ouvrit de nouvelles portes pour l'Ouzbékistan. Effectivement, ayant divorcé avec l'hostilité contre l'Afghanistan vu comme vecteur d'insécurité et d'instabilité, datant de l'ère Karimov, Mirziïoïev développe une nouvelle stratégie de coopération multi-vectorielle avec les puissances internationales rivales, (Russie, Chine, États-Unis). La nouvelle phase de coopération ouzbéko-américaine, encouragée par l'effort de démocratisation ouzbek, est due au renouveau de l'intérêt ouzbek pour l'Afghanistan. Vu comme tremplin pour le développement économique, le gouvernement de Mirziïoïev est précurseur des discussions diplomatiques constructives avec l'Afghanistan des Talibans, concernant des projets d'infrastructures ferroviaires, l'acheminement

d'électricité et d'aide humanitaire. Le rapprochement ouzbeko-américain est observable à travers la coopération d'acheminement d'aide humanitaire en Afghanistan depuis l'Ouzbékistan, et la demande américaine d'accès à la base ouzbèke de Karchi-Khanabad (finalement refusée par l'Ouzbékistan). L'Ouzbékistan est ainsi vu comme pays stable pour apporter de l'aide à son voisin afghan, et c'est à travers cet effort humanitaire que l'Ouzbékistan apparaît comme attractif et suffisamment en voie de démocratisation pour que les Etats-Unis envisagent l'intensification de la coopération avec le pays. D'autant plus, en amont du retrait américain de la région, l'Ouzbékistan et les États-Unis ont participé à une manœuvre militaire conjointe dans le cadre des exercices de réponse de crise américains, Invincible Sentry, afin d'améliorer l'interopérabilité des armées, en février 2020. Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan a donc permis à l'Ouzbékistan de recouvrer son attrait géostratégique et économique pour les États-Unis, qui avait été perdu à cause de l'hostilité du régime de Karimov. Un partenariat stratégique avec les Etats-Unis permettrait à l'Ouzbékistan d'élargir ses relations à des pays autres que les puissances régionales (Chine, Russie) qui sont au centre des relations avec l'Ouzbékistan depuis la chute de l'Union soviétique. Ainsi, l'Ouzbékistan favorise un rapprochement prudent avec les Etats-Unis, ce qui lui permet d'obtenir des aides financières et du soutien militaire, sans nécessairement s'aligner avec le géant Américain, ce qui reviendrait à contrarier ses partenaires chinois et russes. Finalement, le soutien américain à l'Ouzbékistan permettrait au pays de réaliser le rêve de Karimov et de véritablement devenir une puissance régionale, bastion de la lutte anti-terroriste, partenaire économique attractif sur le marché des hydrocarbures, et de recouvrer son statut de forteresse de l'Asie centrale.

Le retrait des États-Unis d'Afghanistan et le "power vacuum" qu'il a laissé dans son sillage a permis un retour en force de la Russie en Asie centrale. À travers l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), et l'Union Economique Eurasiatique (UEE) au sein desquelles elle occupe un rôle majeur, la Russie tente ainsi de se repositionner au centre des enjeux sécuritaires et économiques de la région en offrant sa coopération militaire aux pays se sentant menacés par le terrorisme sévissant en Afghanistan, ainsi qu'une intégration économique. Les relations entre la Russie et l'Ouzbékistan sont les conséquences de l'Union soviétique, c'est pourquoi la Russie reste le partenaire le plus rationnel et fiable pour l'Ouzbékistan. Après une tentative de distanciation de la Russie et de rapprochement avec les Etats-Unis, l'Ouzbékistan retourne dans le giron russe, notamment en ratifiant un traité de partenariat stratégique le 16 juin 2004, même si les relations restent bridées à cause de la paranoïa d'intégration forcée de Karimov. Malgré un réchauffement des relations entre l'Ouzbékistan et la Russie depuis l'avènement de Mirziioëv à la présidence, le gouvernement ouzbek ne semble toutefois pas prêt à déléguer la préservation de sa sécurité à la Russie comme en attestent ses refus de réintégrer l'OTSC et d'héberger une base militaire russe sur son territoire. L'Ouzbékistan privilégie ainsi les relations bilatérales avec la Russie sur les questions sécuritaires, à défaut de passer par l'OCS ou d'accéder aux

demandes russes de sa réintégration dans l'OTSC. Pour ce faire, les deux pays s'adonnent à des exercices militaires conjoints, comme ceux ayant eu lieu à la frontière tadjiko-afghane avec des forces russes, tadjikes et ouzbèkes, ainsi qu'à la frontière ouzbéko-afghane en octobre 2021 avec des forces russes et ouzbèkes. Ces exercices servent à montrer que l'Ouzbékistan ne se fait pas d'illusions quant à sa relation avec l'Afghanistan, ainsi qu'à sa capacité à assurer sa propre défense. À travers le mandat de l'OCS incombant l'Organisation d'une lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme, le gouvernement ouzbek gagne en légitimité. En effet, même si ce mandat est aussi utilisé afin de légitimer la répression politique et les régimes autoritaires des Etats membres de l'Organisation, il permet aussi à l'Ouzbékistan de consolider sa mission de lutte anti-terroriste. Ainsi, cette lutte peut être instrumentalisée afin de marchander un rapprochement militaire et économique avec d'autres acteurs internationaux, notamment avec les Etats-Unis, ce qui permet aux Etats-Unis de gagner un semblant d'influence sur un pays membre d'une Organisation visant à mettre fin à son hégémonie. De ce fait, faire partie de l'OCS, être État observateur de l'OTSC et participer à des manœuvres militaires bilatérales avec la Russie permet à l'Ouzbékistan de contrebalancer la pression d'intégration militaire russe, en coopérant avec la Russie, mais en ne cédant pas à sa pression, tout en se rapprochant stratégiquement des Etats-Unis simultanément. En conséquence, l'Ouzbékistan bénéficierait d'assistance militaire russe contre le régime des Talibans, d'une potentielle assistance militaire américaine si elle devenait nécessaire comme l'a montré la demande américaine de réouverture de la base Karchi-Khanabad, et d'une assistance économique américaine, sans avoir à privilégier l'un ou l'autre, ce qui lui permet d'avoir le meilleur de deux mondes. Le retrait américain d'Afghanistan permet néanmoins à la Russie de se rapprocher davantage de l'Ouzbékistan. Le 24 juin 2020, les Forces Armées ouzbèkes font partie du défilé de célébration de la victoire dans la Grande Guerre Patriotique, et en avril 2021, un programme prévoyant un partenariat stratégique dans le domaine militaire de 2021 à 2025 est avancé par Sergueï Choïgou, ministre de la Défense russe, afin d'intensifier la coopération militaire contre le terrorisme. L'Ouzbékistan représente la porte d'entrée vers le Moyen-Orient pour la Russie, c'est pourquoi cette dernière a toujours été insistante dans sa coopération, d'autant plus qu'une coopération militaire permettrait à la Russie de maintenir l'Ouzbékistan dans sa sphère d'influence, au détriment des autres puissances régionales partageant ces ambitions.

Sur le front économique, Shavkat Mirziïoïev ne s'est pas complètement défait de la méfiance de son prédécesseur concernant une intégration économique totale. Refusant toujours d'adhérer à l'Union Économique Eurasiatique malgré de grands débats dans le pays. Cette décision s'est avérée bénéfique pour l'Ouzbékistan en vue de l'effondrement de l'économie russe dû à l'invasion de l'Ukraine du 24 février, dans la mesure où les pays de l'Union Économique Eurasiatique vont être directement touchés par les ramifications des sanctions occidentales sur la Russie. Mirziïoïev reste néanmoins favorable à un certain degré de coopération économique, comme le montrent les échanges commerciaux des neuf premiers mois de l'année 2021 qui s'élèvent à 6 \$ milliards. En 2020, la Russie était le premier

réceptacle des exportations ouzbèkes qui s'élevaient à 1,74 \$ milliards, et elle était le deuxième importateur de marchandises ouzbèkes avec 4,09 \$ milliards d'importations. De plus, la signature entre l'Ouzbékistan et la Russie d'un accord de 11 \$ milliards pour la construction de la première centrale nucléaire en Ouzbékistan souligne le désir de la Russie d'investir dans le développement de l'Ouzbékistan. En investissant de la sorte dans l'économie et l'écologie ouzbèke, la Russie se rend indispensable dans le développement économique de l'Ouzbékistan. L'Ouzbékistan bénéficie ainsi d'investissements lui permettant d'industrialiser son pays et d'obtenir une centrale nucléaire. En ouvrant autant son économie à la Russie, et en faisant de même aux Etats-Unis, l'Ouzbékistan se positionne comme réceptacle d'investissements de puissances antagonistes pouvant potentiellement l'utiliser comme terrain sur lequel exercer leur rivalité, le tout ne pouvant que bénéficier à l'Ouzbékistan qui, se retrouvant au milieu, recevrait des investissements permettant son développement.

La Chine s'impose elle aussi comme puissance incontournable dans le maintien de la stabilité dans la région après le départ américain d'Afghanistan. La présence des Américains en Afghanistan n'était initialement pas une mauvaise chose pour la Chine, désireuse d'endiguer la propagation du terrorisme qui pourrait s'étendre jusqu'au Xinjiang et attirer la sympathie des Ouïghours peuplant la région, peuple qui s'était déjà soulevé auparavant, sans pour autant s'impliquer elle-même en Afghanistan. La Chine eut alors une approche pragmatique à la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan, en déclarant respecter leur souveraineté, leur intégrité territoriale et en promettant de ne pas intervenir dans les affaires internes afghanes. Malgré cette prise de position, l'Afghanistan reste un vecteur d'instabilité majeur pour la Chine, alors que cette dernière réprime les musulmans Ouïghours du Xinjiang. Les relations avec l'Ouzbékistan sont alors cruciales afin de maintenir la stabilité et la paix en Asie centrale. Contrairement aux relations parfois houleuses avec la Russie, dès 1991, la Chine devient un partenaire important pour l'Ouzbékistan. En effet, malgré l'isolationnisme de Karimov, les deux pays signèrent un traité d'Amitié et de Coopération en 2005, visant à approfondir la coopération dans le domaine économique, dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. C'est ensuite en 2012 que les pays annoncent leur partenariat stratégique, puis c'est en 2013 que Karimov donne son feu vert pour la Belt and Road Initiative, notamment pour la construction d'un axe terrestre reliant l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et la Chine. Ainsi, l'arrivée de Mirziioïev au pouvoir en Ouzbékistan permit d'approfondir les relations, à travers la libéralisation économique d'une part, et la coopération militaire, d'autre part.

Le volet économique est le plus important de la coopération ouzbéko-chinoise, dans la mesure où, contrairement à la Russie, la Chine étend son influence à travers ses investissements dans les secteurs fondamentaux pour le développement des pays, et parce que la Chine nécessite des partenaires industrialisés, et dont l'économie est en croissance, afin de rentabiliser son projet des Routes de la soie. En Ouzbékistan, en l'occurrence, la Chine se place en tête des investissements avec 26,2%, alors

que la Russie ne représente que 10,6% des investissements dans l'économie ouzbèke en 2019. En mai 2016, la coopération s'intensifie avec le passage du partenariat stratégique, au partenariat stratégique global entre l'Ouzbékistan et la Chine, en raison du si bon déroulement du partenariat initial. À travers les 1 800 entreprises ouzbèkes financées par la Chine, cette dernière investit dans la construction d'infrastructures, dans la recherche scientifique, dans l'extraction du pétrole, la recherche de gaz, les transports, la télécommunication, et textile etc. Dans le cadre des nouvelles Routes de la soie, l'Ouzbékistan représente, pour la Chine, un accès au gaz turkmène et un chemin vers la mer Caspienne. De plus, l'Ouzbékistan est un exportateur important de gaz et de coton vers la Chine, ce qui le rend d'autant plus important du point de vue chinois afin de ne pas dépendre énergétiquement de la Russie, ou encore du Turkménistan. La Chine s'est donc imposée comme partenaire incontournable dans l'industrialisation et l'émergence de l'Ouzbékistan comme puissance régionale. Ces investissements chinois s'ajoutent donc aux investissements américains et russes, ce qui souligne la nouvelle approche multi-vectorielle de l'Ouzbékistan sur le plan économique, lui permettant ainsi de financer le développement de son pays en jouant sur les rivalités d'influence en Asie centrale.

Dans la continuité de la politique étrangère multi-vectorielle de Shavkat Mirziioïev, il n'y a pas de base militaire chinoise sur le territoire ouzbek. Le refus ouzbek d'héberger des bases américaines, russes et chinoises lui permet ainsi d'alimenter son attractivité comme pivot géopolitique incontournable pour la stabilité de la région. Ne possédant pas de frontière commune avec la Chine, il n'y a pas de risque de transit direct de terroristes entre les deux pays. La Chine impose toutefois une valeur géostratégique sur l'Ouzbékistan, de par le fait que la stabilité de l'Ouzbékistan servirait de bouclier contre l'islamisme fondamentaliste auquel seraient plus vulnérables les pays frontaliers de l'Ouzbékistan et de la Chine (Tadjikistan, Kirghizie). Bien moins présente dans le domaine de la coopération militaire que la Russie en Ouzbékistan, la Chine commence à réduire le gouffre. La mise en place de "Coopération 2019" par la Chine, a pour vocation de faire coopérer la Garde Nationale ouzbèke et la Police Armée du Peuple (équivalent chinois de la Garde nationale) afin de donner les moyens à l'Ouzbékistan de préserver sa stabilité interne. La Chine utilise aussi le parapluie de l'OCS afin d'organiser des exercices militaires avec l'Ouzbékistan, aux aussi dans un souci de lutte anti-terroriste. C'est donc en 2019 que les manœuvres militaires conjointes entre les deux pays reprirent, en amont, mais en connaissance, du retrait américain d'Afghanistan. La stratégie chinoise est une stratégie de soutien militaire et financier sans pour autant s'impliquer directement dans la gestion de la défense ouzbèke, comme a pour dessein la Russie, mais en misant sur le développement économique de l'Ouzbékistan. Un Ouzbékistan économiquement prospère serait plus stable, et plus enclin à redevenir la forteresse de l'Asie centrale, bouclier et zone tampon contre le terrorisme afin de le garder à l'écart des frontières du Xinjiang. L'Ouzbékistan s'aligne avec ce mode de coopération, dans la mesure où cela lui apporte les moyens de développer son pays et d'enfin réaliser le rêve d'Islam Karimov de devenir une puissance régionale, et parce que la Chine privilégie une coopération militaire limitée. Comme il l'a fait avec les Etats-Unis et la Russie, l'Ouzbékistan essaie de préserver

son non-alignement en ne permettant à aucun des trois pays d'avoir une base militaire sur son sol. Ainsi, si l'Ouzbékistan venait à se retrouver directement menacé à ses frontières par les Talibans, le pays pourrait jouer de ses bonnes relations militaires avec les trois premières puissances armées du monde afin d'obtenir un soutien militaire, sans pour autant compromettre sa capacité d'auto-défense, sa position et l'intérêt stratégique qu'il représente pour les trois pays.

La Turquie est aussi une actrice majeure orbitant autour de l'Ouzbékistan. Comme cela fut le cas de tous les pays entretenant des relations avec l'Ouzbékistan d'Islam Karimov, les relations entre la Turquie et l'Ouzbékistan furent mouvementées pendant les années ayant suivies l'indépendance ouzbèke. De par la proximité historique et linguistique - le peuple ouzbek est un peuple turco-mongol, et la langue ouzbèke est une langue turcique -, la Turquie s'est imposée comme partenaire évidente après l'indépendance de l'Ouzbékistan, dans la mesure où Karimov rêvait d'une union turcique fondée sur les principes d'Atatürk, et était persuadé que la Turquie ne laisserait jamais tomber le peuple ouzbek. L'année 1995 marqua toutefois le début du refroidissement des relations entre les deux pays, après le refus de la Turquie d'extrader des opposants politiques ouzbeks ayant trouvé refuge sur le territoire turc. Finalement, ce fut la condamnation du massacre d'Andijan en 2005 par la Turquie qui ferma la porte aux relations entre les deux pays. Similairement aux pays précédemment mentionnés, l'arrivée de Shavkat Mirziïoëv changea le cours des relations bilatérales entre les deux pays.

Depuis 2016, un grand rapprochement stratégique entre l'Ouzbékistan et la Turquie est observable. L'argument des "nations fraternelles" turques et ouzbèkes fit son retour dans les discours, et, malgré la priorité donnée aux échanges culturels et politiques, les investissements turcs dans l'économie ouzbèke s'élevèrent à 2 \$ milliards en 2019, et l'Ouzbékistan comptait 1 576 entreprises financées par la Turquie en 2021. Mirziïoëv donna aussi son aval pour un programme compréhensif d'amélioration des infrastructures de transport de marchandises devant s'effectuer entre 2018 et 2022, et l'Ouzbékistan rejoignit le Conseil Turcique - aussi connu comme Organisation des Etats turciques - le 16 décembre 2019, organisation à vocation politique visant à renforcer la coopération et la stabilité en Asie centrale, notamment parmi les peuples turciques de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Turquie et de l'Ouzbékistan (le Turkménistan et la Hongrie sont des États observateurs).

L'intensification des relations turco-ouzbèke est toutefois davantage observable dans le domaine de la coopération militaire, liée au retrait américain d'Afghanistan annoncé depuis la présidence Obama, et implémenté le 17 novembre 2020 après l'annonce du retrait officiel. En effet, la Turquie et l'Ouzbékistan élèvent leurs relations au statut de partenariat stratégique en 2017, ce qui donne la création du Conseil de Coopération Stratégique en 2018, plateforme permettant de faciliter les discussions sur les enjeux sécuritaires des deux pays. Ce sera néanmoins en 2020 que les pays signeront un accord sur la coopération militaire bilatérale, à l'aube du retrait américain d'Afghanistan.

Désormais livrés à eux-mêmes, les deux pays prennent conscience de leur rôle d'acteurs géostratégiques dans la résolution du conflit intra-afghan au lendemain du retrait américain. En mars 2021, les premières manœuvres militaires conjointes entre la Turquie et l'Ouzbékistan ont eu lieu à Termez, en Ouzbékistan, simulant l'entrée illégale de forces armées sur le territoire ouzbek à laquelle les pays répondent par une attaque aérienne et terrienne. Concernant l'Afghanistan, les deux pays semblent partager la même vision des relations avec le gouvernement Taliban. Suivant l'Ouzbékistan dans son effort humanitaire, la Turquie a envoyé 700 tonnes de marchandises de première nécessité en janvier 2022 en Afghanistan, et tente d'endiguer les potentiels flux migratoires tout en gagnant de l'influence sur la région. Effectivement, le gouvernement turc et le gouvernement qatari ont conclu un accord préliminaire sur la gestion de l'aéroport de Kaboul, en janvier 2022, ce qui leur permettrait de gérer les flux de réfugiés afghans et placerait la Turquie comme médiatrice régionale. Contrairement à la méfiance persistante face à la Russie, l'Ouzbékistan semble davantage prêt à coopérer avec la Turquie qu'elle considère comme nation sœur, en opposition à l'envahisseur russe ne partageant pas leur religion. Il faut cependant noter que la Turquie ne possède pas de base militaire sur le territoire ouzbek, et que la coopération militaire entre les deux pays, bien que progressante, reste minoritaire lorsqu'elle est comparée à la coopération militaire entre l'Ouzbékistan et la Russie, ou l'Ouzbékistan et la Chine.

À travers cette incursion dans les relations bilatérales de l'Ouzbékistan, plusieurs conclusions sont déductibles. Bien que le retrait des troupes américaines d'Afghanistan replace l'Ouzbékistan au centre des intérêts géostratégiques régionaux, la politique étrangère du pays ne semble pas avoir changé de trajectoire, malgré l'intensification de la coopération et l'ouverture du pays suite à l'arrivée de Shavkat Mirziioïev au pouvoir. Effectivement, le pays semble désireux de préserver son non-alignement dans les rivalités entre ses principaux partenaires, notamment en interdisant l'implantation de bases militaires étrangères sur son territoire, mais aussi en acceptant la coopération avec chacun afin de ne pas attirer l'ire des autres, et de favoriser son propre développement économique et sa protection militaire de l'instabilité au Sud.

Bien qu'il soit trop tôt pour observer de véritables conséquences sur l'Ouzbékistan, dues au retrait des troupes américaines d'Afghanistan, il est toutefois possible de voir que ce retrait eut une force centrifuge sur les relations bilatérales de l'Ouzbékistan. En effet, cela permet de justifier l'intensification de la coopération avec les puissances internationales et régionales, ce qui concrétise la politique de coopération multi-vectorielle et non-alignée de l'Ouzbékistan de Mirziioïev. Les relations entre l'Ouzbékistan et, respectivement, les Etats-Unis, la Russie, la Chine, et la Turquie permettent d'identifier deux facteurs au centre de la politique étrangère ouzbèke : les investissements étrangers favorisent le développement économique ce qui garantit la stabilité de l'Ouzbékistan et le rend particulièrement attractif comme pivot géopolitique, et le non-alignement lui permettant de courtiser des puissances rivales en capitalisant sur sa neutralité militaire. Finalement, certaines

différences sont notables dans le bilatéralisme ouzbek. Malgré une réouverture du pays de 2016, l'Ouzbékistan ne se défait pas de sa méfiance envers la Russie. Cette méfiance est héritée d'Islam Karimov, qui craignait que la Russie essaie de nouveau de contrôler l'Ouzbékistan. C'est une menace qui s'est d'ailleurs avérée fondée, dans la mesure où le 24 février 2022, la Russie a démarré une opération militaire spéciale en Ukraine, qui, dans les faits, est une invasion d'un pays souverain, ancien membre de l'Union soviétique. La Russie reste néanmoins le pays le plus sujet à défendre l'Ouzbékistan militairement en cas d'attaque talibane à ses frontières, c'est pourquoi l'Ouzbékistan maintient une coopération militaire et économique avec ce pays, malgré ses craintes ravivées par l'invasion de l'Ukraine. L'Ouzbékistan semble plus enclin à une coopération militaire et économique avec la Chine, cette dernière ne montrant aucun désir d'intégration forcée de l'Ouzbékistan. Mais ces coopérations peuvent être à double tranchant. Bien que l'Ouzbékistan bénéficie grandement des investissements chinois lui permettant d'industrialiser le pays, les investissements chinois sont notoires pour poser les fondations d'une réquisition chinoise des infrastructures financées si le remboursement du pays est impossible. L'Ouzbékistan pourrait ainsi se retrouver amputé des infrastructures que la Chine a financées sur son territoire, s'il ne parvient pas à rembourser le coût, et ce qui remettrait en question l'opposition catégorique de l'Ouzbékistan de voir son territoire accueillir des bases militaires ou infrastructures contrôlées par un pays étranger. La Russie étant occupée en Ukraine, la Chine serait l'acteur le plus susceptible d'intervenir afin de rétablir la paix en Asie centrale si les conflits territoriaux, dans la vallée de Ferghana par exemple, se rematérialisaient, ce qui comporte un risque pour la souveraineté et le non-alignement de l'Ouzbékistan. La coopération avec la Turquie semble être la coopération la plus honnête, et celle qui coûtera le moins à l'Ouzbékistan. L'accord de coopération militaire entre les deux pays lie l'Ouzbékistan à la Turquie, pays membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), sans affirmer une allégeance à l'Occident, ni accepter de base militaire étrangère sur son territoire. La coopération avec la Turquie permet aussi de balancer les influences russes et chinoises, militairement, économiquement et aussi culturellement, en prônant son appartenance au monde turcique afin de se différencier des Slaves, et de la Russie spécifiquement. La relation avec les Etats-Unis est celle qui demande le plus de travail, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un allié historique, mais il peut contribuer considérablement à la stabilité, la sécurité et la prospérité du pays. Par le biais de la Turquie et de son appartenance à l'OTAN, en plus de la coopération économique et le potentiel partenariat stratégique entre l'Ouzbékistan et les Etats-Unis, un rapprochement prudent s'opère. Cette prudence permet de normaliser les relations ouzbéko-américaines aux yeux de la Russie et de la Chine, sans pour autant les aliéner et compromettre la protection ainsi que le développement de l'Ouzbékistan. Enfin, la politique étrangère multi-vectorielle de Shavkat Mirziyoyev joue habilement des rivalités internationales pour son propre gain, tout en capitalisant sur le retrait américain d'Afghanistan afin de finalement émerger comme puissance régionale. Le challenge de l'Ouzbékistan est à présent de rester prudent de ne pas tomber dans l'orbite d'une puissance spécifique, que ce soit la Chine, la Russie, les Etats-Unis ou la Turquie,

au risque de se voir devenir le théâtre de véritables rivalités, comme il fut le cas de l'Afghanistan, ravagé par les rivalités des puissances internationales historiques et contemporaines, et de l'Ukraine aujourd'hui. De plus, le pays doit jouer un rôle particulier dans la stabilité de son voisin afghan, afin d'assurer sa propre sécurité, ainsi que pour concrétiser son rêve de désenclavement, qui passerait par la construction d'infrastructures traversant l'Afghanistan, ce qui requiert un Afghanistan stable pour protéger le transit humain et de marchandises.

### **Bibliographie et sitographie :**

Poujol, Catherine. *Ouzbékistan : La croisée des chemins*. Edition Belin, 2005.

Barrat, Jacques & Ferro, Colline & Wang, Charlotte. *Géopolitique de l'Ouzbékistan*. Editions SPM, 2010.

Damiani, Isabella. *Géopolitique de l'Asie centrale - Entre Europe et Chine : le cœur de l'Eurasie*. Presses universitaires de France, 2013.

Rakhimov, Mirzokhid. « Central Asia in the Context of Western and Russian Interests », *L'Europe en Formation*, vol. 375, no. 1, 2015, pp. 140-154.

<https://www.cairn.info/revue-l-europe-en-formation-2015-1-page-140.htm>

Dadabaev, Timur. "De-securitizing the "Silk Road": Uzbekistan's cooperation agenda with Russia, China, Japan, and South Korea in the post-Karimov era", *Journal of Eurasian Studies*, vol. 11, no. 2, 2020

Jardine, Bradley & Lemon, Edward. "In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia", *Kennan Cable Wilson Center*, vol. 52, 2020

<https://www.macrotrends.net/countries/UZB/uzbekistan/military-spending-defense-budget>

"Uzbekistan: Trade tops agenda as president visits Russia", *Eurasianet*, 22 novembre 2021,

<https://eurasianet.org/uzbekistan-trade-tops-agenda-as-president-visits-russia>

Bhadrakumar, MK. , "Rebooted Russia-Uzbek Ties Stabilizing Central Asia", *Asia Times*, 24 novembre 2021, <https://asiatimes.com/2021/11/rebooted-russian-uzbek-ties-stabilizing-central-asia/>

Yakubov, Ildar. "Opportunities and Limits of Cooperation Between Uzbekistan and Russia", *Central Asian Bureau for Analytical Reporting*, 12 juillet 2021,

<https://cabar.asia/en/opportunities-and-limits-of-cooperation-between-uzbekistan-and-russia>

Parisien, Emma. "Central Asia and Russia: an ever-changing relationship", *Novastan*, 22 septembre 2021, <https://novastan.org/en/tajikistan/central-asia-and-russia-an-ever-changing-relationship/>

“Leaders Of Russia, China-led Security Blocks Meet to Discuss Afghanistan”, *RadioFree Europe/Radio Liberty*, 16 septembre 2021,  
<https://www.rferl.org/a/sco-csto-afghanistan-taliban/31462890.html>

“Russian-Led CSTO Stages Counterterrorism Drills on Tajik-Aghan Border”, *RadioFree Europe/Radio Liberty*, 23 octobre 2021,  
<https://gandhara.rferl.org/a/russia-csto-afghan-tajik-border/31525704.html>

Putz, Catherine. “US-Uzbekistan Relations Right on Track”, *The Diplomat*, 25 novembre 2020  
<https://thediplomat.com/2020/11/us-uzbekistan-relations-right-on-track/>

Pannier, Bruce. “Uzbekistan Has Good Reasons To Be On Good Terms With The Taliban”, *RadioFree Europe/Radio Liberty*, 23 septembre 2021,  
<https://www.rferl.org/a/uzbekistan-taliban-business-relations/31474600.html>

Kumar, Ajeet. “Uzbekistan has no intentions of deploying us troops in its territory: Foreign Minister”, *Republic World*, 23 octobre 2021,  
<https://www.republicworld.com/world-news/rest-of-the-world-news/uzbekistan-has-no-intentions-of-deploying-us-troops-in-its-territory-foreign-minister.html>

Pannier, Bruce. “Will Central Asia Host US Military Forces Once Again?”, *RadioFree Europe/Radio Liberty*, 23 avril 2021  
<https://www.rferl.org/a/u-s-military-bases-in-central-asia-part-two-/31219781.html>

Liu, Yishuang & Guangqi, CUI. “Chine et Ouzbékistan élèvent leurs relations au rang de partenarial stratégique global”, *French People Daily*, 23 mai 2016,  
<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2016/0623/c31354-9076051.html>

Umarov, Temur. “Is There a Place for a U.S. Military Base in Central Asia?” *Carnegie Moscow Center*, 24 mai 2021, <https://carnegiemoscow.org/commentary/84685>

Hashimova, Umida. “Uzbekistan Leans on China for Public Security Cooperation”, *The Diplomat*, 28 mai 2019,  
<https://thediplomat.com/2019/05/uzbekistan-leans-on-china-for-public-security-cooperation/>

Hess, Maximilian. “Russia and Uzbekistan’s 5 year rapprochement”, *Riddle*, 10 novembre 2021,  
<https://ridl.io/en/russia-and-uzbekistans-5-year-rapprochement/>

Maan, Ashu. “China’s prospects in Afghanistan: Opportunities and adversities”, *Hindustan Times*, 18 février 2022,  
<https://www.hindustantimes.com/ht-insight/international-affairs/chinas-prospects-in-afghanistan-opportunities-and-adversities-101645181272767.html>

“China-Uzbekistan: Bilateral trade and future outlook”, *China Briefing*, 22 septembre 2021,  
<https://www.china-briefing.com/news/china-uzbekistan-bilateral-trade-and-future-outlook/>

“Timeline, The US War in Afghanistan”, *Council for Foreign Relations*,  
<https://www.cfr.org/timeline/us-war-afghanistan>

Hashimova, Umida. “Uzbekistan Joins the Turkic Council”, *The Diplomat*, 23 septembre 2019  
<https://thediplomat.com/2019/09/uzbekistan-joins-the-turkic-council/>

Tolipov, Farkhod. “Uzbekistan-Turkey: Pending the Outcomes of Strategic Relationships”, *Central Asian Bureau for Analytical Reporting*, 27 juillet 2021,  
<https://cabar.asia/en/uzbekistan-turkey-pending-the-outcomes-of-strategic-relationships>